

L'ONU au Liban

par Henry Wiseman

La rapidité avec laquelle a été instituée, le 19 mars 1978, la Force intérimaire des Nations Unies au Sud-Liban (FINUL), en réponse à l'accusation d'«agression caractérisée» portée contre Israël par le gouvernement libanais, souligne la complexité et les responsabilités accrues associées aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Accablées au Congo, dénigrées à Chypre et même expulsées du Sinaï, les forces de maintien de la paix, après être revenues au Sinaï et sur les hauteurs du Golan en 1973, sont maintenant plongées dans la crise libanaise. Malgré leurs lacunes et les critiques qu'on a pu leur adresser, les forces de l'ONU ne demeurent pas moins une composante efficace de l'engagement global de cette organisation envers la cause de la paix et de la sécurité internationales.

Il serait injuste de prétendre juger dès maintenant de l'efficacité de la FINUL, alors que celle-ci vient à peine de terminer son premier mandat autorisé de six mois et que la situation générale demeure si instable au Liban. Néanmoins, les attributions uniques, la nature des activités de la FINUL et, comme nous le verrons, les succès considérables qu'elle a remportés jusqu'ici, permettent d'établir une certaine comparaison avec d'autres opérations du même genre et, d'une manière générale, apportent une preuve suffisante de la légitimité et de l'efficacité croissantes des interventions des Nations Unies pour le maintien de la paix.

En mai 1958, la révolution générale éclatait au Liban. En juin, à la demande du président libanais Camille Chamoun, qui accusait la République arabe unie (Égypte et Syrie) d'intervention massive, illégale et non provoquée dans les affaires du Liban, le Conseil de sécurité instituait le Groupe d'observation des Nations Unies au Liban (GONUL) par 10 voix contre aucune, l'URSS s'abstenant. Le Groupe, strictement limité à un rôle d'observateur par le Secrétaire général Dag Hammarskjöld, avait pour mission de prévenir toute infiltration illégale d'hommes ou d'armes à travers les frontières libanaises. Composé de 550 hommes fournis par 20 nations, son coût total s'établissait à quelque 5 millions de dollars répartis dans le cadre du budget ordinaire. Si le GONUL n'a pas réussi, au cours de son mandat de

six mois, à apporter la preuve des infiltrations alléguées, sa présence a néanmoins contribué à maintenir à flot le gouvernement pro-occidental du président Chamoun. Cependant, lorsqu'un coup d'État pronassérien en Irak vint menacer de nouveau fois son régime, le président Chamoun demanda l'aide militaire des États-Unis. En juillet 1958, 14 000 marines américains débarquaient en sol libanais pour stabiliser la situation, cependant que des troupes britanniques prenaient position en Jordanie. Quoique compromis en apparence par cette action, le GONUL conserva son mandat initial et vit même son autorité renforcée à la suite d'une résolution de l'Assemblée générale demandant au Secrétaire général de prendre «tous arrangements pratiques» susceptibles de faciliter le retrait des troupes américaines et britanniques du Liban et de la Jordanie. Pour diverses raisons, la situation ne tarda pas à se rétablir, entraînant le retrait des troupes étrangères au début de novembre 1958 et la dissolution du Groupe un mois plus tard.

Cependant, comme le GONUL n'avait pas réussi à démontrer le bien-fondé immédiat de sa création et qu'il avait été sujet à controverse en raison de la présence militaire des États-Unis qui avait entraîné le Conseil de sécurité dans l'impasse et porté la question devant l'Assemblée générale, sa mission ne se justifiait plus politiquement parlant. Venant si tôt après la crise de Suez en 1956, elle manifestait en outre tous les signes de l'intervention occidentale.

Portée plus étendue

Si les événements de 1978 présentent quelques similitudes frappantes avec ceux de 1958, la mission de la FINUL revêt cependant une signification et une portée beaucoup plus étendues. A la suite d'un raid palestinien sur Tel-Aviv qui fit 35 morts et 70 blessés, le gouvernement israélien entreprit une escalade de ses opérations de représailles, envahissant carrément le Sud-Liban afin de déloger les forces de

M. Wiseman est professeur de science politique à l'Université de Guelph et a centré des recherches surtout dans le domaine du maintien de la paix. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.